

Du désordre comme art de gouverner

La rébellion Kamwina Nsapu, un symbole du mal congolais



Marc-André LAGRANGE

Septembre 2017

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-756-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Couverture : © droits réservés, Twitter.

Comment citer cette publication :

Marc-André Lagrange, « Du désordre comme art de gouverner. La rébellion Kamwina Nsapu, un symbole du mal congolais », *Notes de l’Ifri*, Ifri, septembre 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Diplômé en développement (ISTOM) et en gestion des crises (Sorbonne), **Marc-André Lagrange** travaille sur les conflits en Afrique centrale depuis plus d'une décennie. Spécialiste des questions de gouvernance, de l'action humanitaire et des politiques régionales dans les Grands Lacs, il a notamment travaillé comme analyste senior pour International Crisis Group et les Nations unies.

Sommaire

INTRODUCTION	4
UNE CRISE PROVOQUÉE ?	7
UNE INSURRECTION ÉLECTORALE.....	10
L'ONU AU PAROXYSMES DE SON IMPUISSANCE	13
COMPRENDRE L'ENJEU KASAÏEN	17
CONCLUSION	20

Introduction

Situées dans la partie sud-ouest du pays, les provinces des Kasai ne font pas partie des zones d'attention de la communauté internationale en République démocratique du Congo (ONU, chancelleries diplomatiques, organisations humanitaires, entreprises minières). Depuis le début du siècle, le complexe humanitaro-onusien est situé dans la partie orientale de la RDC et plus particulièrement dans les provinces du Sud et Nord-Kivu.

Le fait que les Kasai soient enclavés, hors du champ d'intérêt de la communauté internationale, a fortement contribué au développement de ce qui est maintenant devenu une crise majeure tant sur le plan humanitaire que sur le plan politique. Il aura fallu l'assassinat de deux experts des Nations unies dans la province du Kasai central en mars 2017 (Michael Sharp et Zaida Catalán) pour que la tragédie des Kasai attire l'attention de la communauté internationale. Pourtant les massacres ont débuté bien avant cela. En effet, la crise a débuté en juillet 2016 par des violences policières contre la famille du chef traditionnel luba Jean Prince Mpandi, le Kamwina Nsapu, lors d'une perquisition à son domicile. Cet incident est le point de départ d'une série de représailles entre partisans du Kamwina Nsapu et forces gouvernementales, sur fond de revendications coutumières. Comme souvent, le régime a répondu à cette contestation locale par une répression brutale¹ : depuis août 2016, 1,3 million de personnes a dû quitter les provinces du Kasai, parmi lesquelles plus de 600 000 enfants. Cinquante-deux fosses communes ont été localisées et selon l'Église catholique, plus de 3 000 personnes auraient été tuées².

Si la localisation de cette crise est inédite (les Kasai ont été assez largement épargnés par les guerres de succession post-mobutiste), ses modalités sont au contraire très familières. Cette crise sécuritaire provoque une crise humanitaire dans une région oubliée mais importante du pays, et permet de justifier un report des élections présidentielles, notamment le maintien du président Kabila au pouvoir.

1. Répression contre la secte Bundu dia Kongo en 2007 dans la province du Bas Congo ; répression contre la milice des Enyele, une tribu de l'Équateur, en 2014 ; répression contre les Pygmées, une minorité de la province du Tanganyika, en 2015.

2. « RDC : 3 000 morts au Kasai, l'ONU accuse les autorités d'armer une milice », *AFP*, 20 juin 2017. « Congo Finds 10 More Mass Graves in Insurgency-hit Kasai Region, *Reuters*, 26 juin 2017.

La crise au Kasai met en lumière la stratégie d'instrumentalisation de l'insécurité du gouvernement de Joseph Kabila, et rappelle fortement les manœuvres de Mobutu³ dans les années 1990.

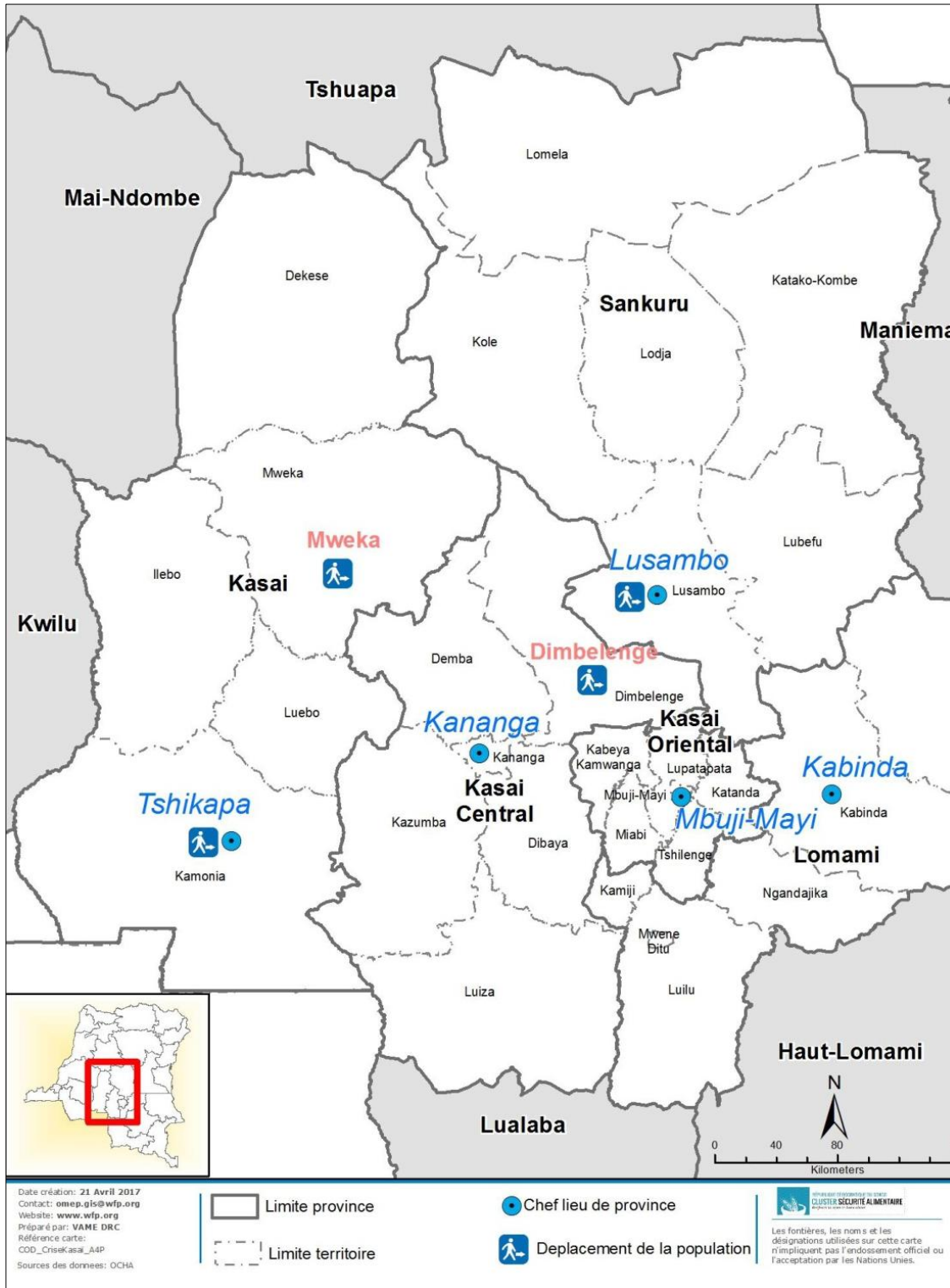
Provinces de la RDC



Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, Belgique, 2015.

3. G. de Villers, *Zaire, la transition manquée*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; G. de Villers, *Histoire du politique au Congo-Kinshasa*, Paris, L'Harmattan, 2017.

Crise au Grand Kasai



Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), mai 2017.

Une crise provoquée ?

Alors que la question électorale focalisait l'attention des politiciens et des internationaux en 2016, ceux-ci ont été surpris par l'attaque de la localité de Tshimbulu dans la nuit du 8 août 2016. La répression du gouvernement congolais, qui a repris le contrôle du territoire de Tshimbulu le 12 août, a rencontré l'indifférence médiatique la plus totale. Lors des affrontements, 11 policiers et 8 « terroristes » (selon la terminologie du gouvernement) sont tués et 40 miliciens, dont 14 à 17 mineurs âgés de 5 à 12 ans, sont arrêtés. Le chef de la rébellion, Jean Prince Mpandi, est tué durant les combats⁴. Suite à cette première confrontation, la rébellion Kamwina Nsapu semble étouffée, réduite à l'un de ces innombrables conflits coutumiers qui ont lieu dans la profondeur de l'immense territoire congolais⁵. Le Kamwina Nsapu étant décédé et sa milice défaite, l'incident semble clos. Toutefois, la révolte ne faiblit pas et s'amplifie, ravivée par la diffusion de messages audio du défunt.

À la surprise générale, la milice Kamwina Nsapu attaque l'aéroport de la ville de Kananga, capitale provinciale du Kasai central, le 22 septembre 2016. Une nouvelle fois, le bilan est lourd : 49 morts, 30 blessés et des dizaines d'arrestations⁶. Le gouverneur de la province annonce tout ignorer des motivations de la milice⁷. Les 3 et 4 décembre 2016, des affrontements éclatent à Tshikapa, la capitale de la province du Kasai. Selon le vice-gouverneur du Kasai, 13 militaires et 18 miliciens sont morts dans ces affrontements⁸. Hors des villes tenues par le gouvernement, la révolte Kamwina Nsapu se répand comme une traînée de poudre. En janvier 2017, le phénomène Kamwina Nsapu touche déjà quatre provinces : le Kasai, le Kasai central, le Kasai oriental et le Lomami. Des témoignages font état d'enrôlement massif des populations (et d'enfants soldats) après l'attaque de Kananga⁹.

4. « Kasai-Central : le chef Kamwina Nsapu est mort dans les combats contre les forces de l'ordre », *Radio Okapi*, 13 août 2016.

5. « Grand Kasai : des affrontements meurtriers à Tshimbulu et à Lodja », *La tempête des tropiques*, 15 août 2016.

6. « Analyse de l'attaque de l'aéroport de Kananga par la milice de Kamwin-Nsapu », *Radio Okapi*, 23 septembre 2016.

7. « Kananga : l'armée contrôle l'aéroport après les affrontements avec la milice de Kamwina-Nsapu », *Radio Okapi*, 23 septembre 2016.

8. « Affrontement entre FARDC et une milice à Tshikapa », *Radio Okapi*, 6 décembre 2016.

9. Entretien avec des membres de la communauté humanitaire, Goma, 19 février 2017.

À cette époque, les miliciens semblent respecter les populations civiles, ne s'attaquant qu'aux symboles et agents de l'État¹⁰. Tout comme lors de la rébellion Simba¹¹ en 1964, les miliciens Kamwina Nsapu entrent dans les villes et villages presque sans combattre, accueillis par la foule et auréolés d'une aura mystique, tandis que militaires et policiers fuient à l'annonce de leur arrivée. Les représentants de l'administration ainsi que des services de sécurité sont dénoncés et jugés par la foule sous la direction des miliciens, tandis que les populations locales viennent se mettre sous la protection des sorciers de la milice Kamwina Nsapu lors de cérémonies coutumières¹².

En revanche, la violence des Forces armées de la RDC (FARDC) semble avoir été volontaire et ordonnée par le gouvernement¹³. Selon le rapport d'enquête du Bureau de coordination de l'action humanitaire des Nations unies publié le 11 janvier 2017, 600 civils ont été tués depuis le début des événements et 216 000 personnes ont été déplacées : « La majorité de ces exactions aurait été commise par les forces armées lors de leur passage ou de la création de positions militaires de contrôle¹⁴. »

À peu près au même moment que la perquisition chez Jean Prince Mpandi, le 10 juillet 2016, les FARDC ont tenté d'arrêter Nyumbaisha, un leader pygmée dans la province du Tanganyika. Cet affrontement a relancé le conflit entre Pygmées et Bantu, provoquant le déplacement de 6 000 personnes et plus d'une centaine de morts. Le conflit entre Luba et Pygmée n'est pas récent mais a connu un pic de violences en 2015, avant de s'arrêter le 8 octobre 2015 avec un accord de paix entre les deux communautés¹⁵. La proximité calendaire des actions des services de sécurité contre des leaders de communautés en opposition avec le

10. « Kasai-Central : les miliciens Kamuina Nsapu ont saccagé des "symboles de l'État" », *Radio Okapi*, 29 septembre 2016.

11. En janvier 1964 une rébellion d'inspiration communiste mais principalement basée sur une idéologie animiste et la coutume éclate dans l'est de la République démocratique du Congo pour protester contre les abus de l'État central. Cette rébellion, dirigée entre autres par Gaston Soumialot et Christophe Gbenye, s'appuie sur la tradition des guerriers Mayi-Mayi et les pratiques sorcellaires traditionnelles qui parent les combattants des attributs des lions (Simba en swahili) et les rend invincibles aux balles et armes de l'ennemi. Les Mayi-Mayi Simba conquièrent rapidement la moitié du territoire de la RDC sans combattre, les forces gouvernementales préférant fuir face aux pouvoirs magiques des miliciens. Dans les zones occupées par les Mayi-Mayi Simba, les fonctionnaires ainsi que les étrangers – aussi bien africains qu'européens – furent jugés publiquement et le plus souvent tués.

12. Entretiens avec des membres de la communauté humanitaire, Goma, 18 février 2017.

13. Entretiens avec des membres de la communauté humanitaire, Goma, 15 février 2017.

14. « Update, Alerte, Kasai, Kasai oriental et central », Bureau de coordination des affaires humanitaires, 11 janvier 2017.

15. C. Rigaud, « RDC : le calvaire oublié des Pygmées du Nord-Katanga », *Afrikarabia*, 13 août 2015 ; « Tanganyika : les communautés Pygmée et Luba décident de mettre fin à leur conflit », *Radio Okapi*, 10 octobre 2015.

gouvernement interroge. Dans les deux cas, ces interventions provoquent une spirale de violence dans un climat pré-électoral déjà extrêmement tendu (le 19 septembre et 19 décembre 2016, le gouvernement congolais a brutalement réprimé les manifestations de l'opposition à Kinshasa¹⁶).

16. « RDC : affrontements meurtriers lors d'une manifestation de l'opposition », *Le Monde*, 19 septembre 2016 ; « RDC : 19 morts lors des manifestations des 19 et 20 décembre (ONU) », *Radio Okapi*, 22 décembre 2016.

Une insurrection électorale

En décembre 2016, à la suite des affrontements à Tshikapa, les rumeurs d'une attaque imminente de la milice Kamwina Nsapu se répandent dans Kinshasa où l'on craint des violences à l'approche de l'échéance électorale à la fin de l'année¹⁷. En effet, Tshikapa et Kinshasa sont reliées par un des rares axes routiers du pays. Ces rumeurs circulent alors que l'opposition et le gouvernement négocient, par l'entremise de l'Église catholique, un accord pour repousser l'échéance de la nomination d'un gouvernement de transition¹⁸. Après l'accord de la Saint-Sylvestre signé *in extremis* grâce à la médiation de l'Église catholique, les miliciens s'attaquent aux symboles de l'Église tout autant qu'à ceux de l'État. En janvier 2017, le gouvernement congolais explique aux parlementaires que, depuis juin 2015, Jean Prince Mpandi fomentait une insurrection et appelait au boycott¹⁹ des élections de 2016. Le gouvernement place donc cette révolte dans le cadre de la querelle électorale qui a dominé l'année 2016.

Le 9 février, des affrontements entre miliciens et FARDC à Tshimbulu font entre 30 et 50 morts²⁰. Le 11 février 2017, dans un communiqué de presse, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC « condamne fermement le recours de ces milices au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats, et leurs actes de violence contre l'État » et se dit « très préoccupé par plusieurs rapports faisant état de l'usage disproportionné de la force par les FARDC, et offre l'appui de la Mission pour une enquête crédible de ces allégations regrettables »²¹.

La diffusion sur internet, le 17 février 2017, de vidéos montrant des massacres commis par des militaires congolais choque l'opinion publique et met gouvernement et MONUSCO dans l'embarras. Immédiatement, le

17. Entretiens avec des membres des Nations unies, Kinshasa, 18 mars 2017.

18. Le 31 décembre 2016, les évêques de l'Église catholique réussissent à obtenir la signature d'un accord entre la majorité et l'opposition sur la nomination d'un gouvernement de transition et l'organisation d'élections présidentielles avant la fin 2017. Cet accord est communément appelé accord de la Saint-Sylvestre.

19. « Ramazani Shadari crève l'abcès sur les questions sécuritaires », *Géopolis hebdo*, 19 février 2017 ; « Face aux députés hier sur la situation sécuritaire au Kasai Emmanuel Shadari sollicite une commission élargie députés-notables du terroir », *Le Forum des as*, 13 janvier 2017.

20. « Calme précaire dans les provinces du Kasai », *Deutsche Welle*, 13 février 2017.

21. « La MONUSCO condamne fermement la violence persistante dans les provinces du Kasai », Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo, 11 février 2017.

porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, dément la véracité des images et lance un appel à témoins le 22 février 2017 afin d'identifier les auteurs de ces massacres, assurant que le gouvernement ouvre une enquête²². Le 18 février 2017, les forces gouvernementales affrontent des miliciens de Kamwina Nsapu installés dans le grand séminaire de Malole, dans le Kasai central²³. Le 19 février, une paroisse de Kinshasa, dans la commune de Limete, où est installé le parti d'opposition Union pour le développement et le progrès social (UDPS), est saccagée par des inconnus²⁴. Trois jours plus tard au Kasai oriental, autre bastion de l'UDPS, une autre paroisse est saccagée. Le même jour à Lubumbashi, autre place forte de l'opposition ralliée à Moïse Katumbi, une église et un couvent sont attaqués par des inconnus²⁵. Le gouvernement est immédiatement soupçonné par l'opinion publique d'être l'auteur des attaques contre ces lieux de culte dans les localités proches de l'opposition. Le 23 février 2017, la MONUSCO essaye de se démarquer du gouvernement en condamnant, dans un communiqué qui fait référence au processus politique mené par les évêques, les violences faites contre les lieux de culte²⁶.

De fait, le changement de comportement des miliciens au Kasai central n'a que peu de liens avec le bras de fer politique entre les évêques catholiques et le gouvernement. En effet, outre les églises, les miliciens s'attaquent aussi aux personnes non originaires de la région et aux organisations humanitaires présentes dans les Kasai²⁷. Cette évolution de la milice Kamwina Nsapu fait alors apparaître sa dimension coutumière. Loin d'être un mouvement unifié, le phénomène Kamwina Nsapu s'avère être le catalyseur de revendications locales des chefs coutumiers qui trouvent leurs racines lointaines dans l'histoire de l'État minier du Sud-Kasai²⁸ et

22. « Vidéo sur les tueries des adeptes de Kamwina Nsapu : le gouvernement lance un appel à témoin », *Radio Okapi*, 22 février 2017.

23. « RDC : les miliciens de Kamwina Nsapu saccagent le grand séminaire Malole », *Radio Okapi*, 19 février 2017.

24. « Kinshasa : la paroisse catholique Saint Dominique de Limete saccagée », *Radio Okapi*, 20 février 2017.

25. « RDC : des paroisses et écoles catholiques attaquées par des inconnus au Kasai oriental et au Haut-Katanga », *Radio Okapi*, 22 février 2017.

26. « Déclaration conjointe MONUSCO, Nonciature apostolique et CENCO sur l'attaque contre les églises », Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo, 23 février 2017.

27. Entretiens avec des membres de la communauté humanitaire, Goma, 22 février 2017.

28. L'éphémère État minier du Sud-Kasai fut une tentative de sécession de la province du Kasai du Sud entre 1960 et 1961 menées par Albert Kalonji. Ce dernier était un compagnon de Patrice Lumumba avec lequel il avait fondé le Mouvement national congolais. Durant les turbulences de l'indépendance, Albert Kalonji a rompu avec Lumumba et déclaré la sécession de la province du Kasai du Sud où il instaure une monarchie en avril 1961. Proclamé « roi du Sud-Kasai » en 1961, il dissout le gouvernement et opte pour le titre de *mulopwe* du « Royaume fédéré du Sud-Kasai ».

leurs racines proches dans la gestion des pouvoirs coutumiers par le ministère de l'Intérieur.

La problématique de l'intégration des chefs coutumiers dans les structures de l'État est une question ouverte depuis la colonisation belge²⁹. Le régime de Mobutu avait essayé, sans grand succès, de réduire le pouvoir coutumier. De même, l'incapacité de la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie à établir sa légitimité dans les Kivu à la charnière des XX^e et XXI^e siècles tient en partie à son opposition aux pouvoirs coutumiers. Tirant les leçons de ces échecs, le gouvernement congolais a inclus le rôle des chefs coutumiers dans la Constitution et les a rattachés au ministère de l'Intérieur³⁰. L'ancien ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, avec l'aide du directeur de l'Agence nationale de renseignement, Kalev Mutond, ont entrepris de contrôler les entités coutumières en nommant des chefs coutumiers proches de la majorité présidentielle. La principale figure de l'opposition était jusqu'à février 2017 Etienne Tshisekedi, un Kasaïen, et de ce fait les provinces du Kasaï et plus particulièrement l'ethnie Luba sont ainsi largement acquises à l'opposition. Le chef luba Jean Prince Mpandi, le Kamwina Nsapu, était lui aussi en opposition avec la majorité présidentielle qui avait tenté de le convaincre de rallier ses rangs. La déroute des forces gouvernementales face aux miliciens de Kamwina Nsapu a galvanisé les prétentions des chefs coutumiers opposés au régime. Profitant de la mauvaise image du gouvernement et de leur isolement, chaque chef coutumier a levé sa propre milice qu'il a parée d'un ruban rouge ceint autour de la tête, attribut et signe de reconnaissance des miliciens de Kamwina Nsapu. Outre les violences de l'armée, les pratiques coutumières et sorcellaires jouent ainsi un rôle fondamental dans la dynamique de mobilisation villageoise³¹.

En septembre 1962 un putsch chasse Albert Kalonji qui s'exile en Espagne. De nombreuses atrocités ont été commises par les troupes gouvernementales et les sécessionnistes. Déjà, ce sont des tensions entre les chefferies locales et le pouvoir central qui avaient mené à cette tentative indépendantiste. Lire J. Vanderlinden, *La crise congolaise*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1985 ; C. Braeckman *et al.*, *Congo 1960, échec d'une décolonisation*, Bruxelles, GRIP, 2010.

29. A. Maurel, *Le Congo : de la colonisation belge à l'indépendance*, Coll. « Zaïre histoire et société », Paris, L'Harmattan, 1992.

30. Constitution de la République démocratique du Congo, *Journal officiel*, 18 février 2006, art. 124, 128, 207, 215, 216, 221.

31. La mobilisation villageoise se fait principalement autour et au cours des cérémonies d'initiation durant lesquelles les populations se placent sous la protection magique des sorciers et fétiches des miliciens. Ces cérémonies sont ponctuées de danses traditionnelles et de l'ingestion de « potions magiques » faites à base d'alcool et de drogues locales. Entretiens avec des membres de la communauté humanitaire, Goma, 22 février 2017.

L'ONU au paroxysme de son impuissance

Alors que dans les provinces kasaïennes, les violences contre le personnel de l'État et les populations s'intensifient, le gouvernement perd peu à peu le contrôle des territoires hors des centres urbains. Le 12 mars 2017, deux membres du groupe des experts des Nations unies ainsi que quatre congolais qui les accompagnaient disparaissaient³². Immédiatement le gouvernement congolais s'est déchargé de toute responsabilité tandis que les Nations unies tentaient de retrouver leurs corps, ce qui sera fait³³ le 28 mars 2017. Ce meurtre oblige les Nations unies à sortir de leur réserve sur la crise au Kasaï, démontrant alors leur impuissance face aux autorités congolaises.

Lors de l'annonce de la découverte des corps des deux experts onusiens, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, précisait que l'un d'entre eux avait été décapité, imputant implicitement la responsabilité de ce meurtre aux miliciens de Kamwina Nsapu³⁴. En effet, deux jours plus tôt, dans la province du Kasaï, 42 policiers avaient été décapités par des individus se revendiquant de Kamwina Nsapu³⁵. La MONUSCO annonça l'ouverture d'une enquête ainsi que le renforcement de sa présence dans les provinces des Kasaï et invita le gouvernement congolais à mener lui aussi des investigations³⁶. Le gouvernement annonça qu'une enquête menée par la justice militaire congolaise était déjà en cours et qu'il déclenchait une enquête administrative contre le gouverneur de la province du Kasaï central à propos de sa gestion de la crise Kamwina Nsapu³⁷. Selon le Bureau des affaires humanitaires des Nations unies, fin

32. « Note aux médias sur la disparition des deux experts des Nations unies au Kasaï », Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 13 mars 2017.

33. C. Rigaud, « RDC : les deux experts de l'ONU retrouvés morts au Kasaï », *Afrikarabia*, 28 mars 2017.

34. « Les deux corps retrouvés en RDC sont bien ceux des enquêteurs de l'ONU », *Le Monde*, 29 mars 2017.

35. « RDC : 42 policiers tués par des présumés miliciens Kamuina Nsapu », *Radio Okapi*, 26 mars 2017.

36. « RDC : la MONUSCO annonce le début d'une enquête sur la mort de deux experts de l'ONU au centre du pays », *Xinhua*, 29 mars 2017.

37. « La RDC enquête sur l'assassinat des deux experts de l'ONU retrouvés morts », *Jeune Afrique*, 30 mars 2017.

mars, la répression au Kasai a provoqué le déplacement forcé de 433 875 personnes, 4 652 personnes ont trouvé refuge en Angola et au moins 1,74 million de personnes sont directement affectées par cette crise³⁸.

Le meurtre des deux enquêteurs onusiens crée une nouvelle crise entre les Nations unies et le gouvernement. Le 14 avril 2017, l'auditeur général des FARDC annonçait l'arrestation de deux suspects³⁹, et le 24 avril, le gouvernement congolais montrait à la presse une vidéo de l'exécution d'un couple occidental par des hommes armés de bâtons, de machettes et de quelques armes à feu artisanales, et portant les signes d'appartenance à la milice Kamwina Nsapu, un bandeau rouge autour de la tête. Pour le gouvernement, la culpabilité des miliciens kasaiens est prouvée tandis que l'ONU se montre sceptique⁴⁰. En effet, les hommes de cette vidéo s'expriment en lingala et non en tshiluba, la langue vernaculaire utilisée par les miliciens. De plus, le lingala est une des langues utilisées par les militaires déployés au Kasai central. Est donc née une controverse sur une possible falsification de cette vidéo par les autorités congolaises⁴¹. D'autant qu'il apparaît très vite que le commandement des FARDC, et plus particulièrement le général Emmanuel Lombe Bangwanga, connaissait l'itinéraire emprunté par les deux experts et que la zone où a eu lieu l'exécution est sous le contrôle de l'armée⁴². Le gouvernement a rejeté toute responsabilité des FARDC et a annoncé le 20 mai 2017 être en mesure de présenter des suspects⁴³. Les mises en cause des dirigeants congolais se multiplient tandis qu'une controverse sur la capacité des Nations unies à protéger leur personnel enfle. Après avoir mis cause le commandement FARDC, le *New York Times* a publié des enregistrements de conversation indiquant qu'un ex-ministre, Clément Kanku, originaire des Kasai, aurait des liens avec les miliciens de Kamwina Nsapu⁴⁴. Issu de l'opposition,

38. « Complex Emergency in the Kasai Region », D.R. Congo Situation Report No. 1, Bureau de coordination des affaires humanitaires, Nations unies, 3 Avril 2017.

39. « Meurtre de deux experts de l'ONU : un suspect interrogé par la justice », *Radio Okapi*, 15 mai 2017.

40. « Meurtre de deux experts de l'ONU : la RDC présente une vidéo », *La Croix*, 24 avril 2017 ; C. Rigaud, « RDC : la vidéo du meurtre des deux experts de l'ONU fait polémique », *Afrikarabia*, 25 avril 2017.

41. S. Bujakera, « Vidéo du meurtre des experts ONU : « Ce n'est pas à la France ou à l'ONU de se substituer à la justice congolaise » – (Mende) », *Actualite.cd*, 27 avril 2017.

42. « RDC/Kasai. Assassinat des experts : un haut officier FARDC sur la sellette », *L'Agence d'information*, 7 mai 2017.

43. « Aucun militaire ni policier impliqué dans les meurtres des experts de l'ONU en RDC, selon l'enquête », *Radio Okapi*, 19 mai 2017 ; « Assassinat des experts de l'ONU : l'armée dépose les dossiers des suspects au tribunal militaire de Kananga », *Radio Okapi*, 20 mai 2017.

44. K. de Freytas-Tamura et S. Sengupta, « For 2 Experts Killed in Congo, U.N. Provided Little Training and No Protection », *New York Times*, 20 mai 2017.

Clément Kanku est un politicien au passé sulfureux, anciennement proche de Jean-Pierre Bemba, arrivé au pouvoir à la faveur des intrigues découlant de la mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre et de la nomination d'un gouvernement d'union nationale. Rapidement, des voix s'interrogent sur sa culpabilité réelle tandis que les autorités congolaises lancent des procédures judiciaires à son encontre⁴⁵.

Afin de faire la lumière sur ces meurtres, les Nations unies appellent à la mise en place d'une enquête internationale à laquelle le gouvernement congolais s'oppose farouchement, tout comme il s'opposait, dès le 2 mars 2017, à une présence onusienne dans les provinces des Kasai⁴⁶. Alors que le Haut-commissaire aux droits de l'homme accuse le gouvernement d'armer une milice nommée « Bana Mura⁴⁷ », le surnom de la Garde républicaine⁴⁸, l'ONU opte pour un compromis : après deux jours de discussion au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, au lieu d'une commission d'enquête internationale, il est décidé d'envoyer une mission d'experts qui remettra ses travaux au gouvernement congolais⁴⁹.

En tout état de cause, le bras de fer entre l'ONU et le gouvernement congolais tourne en la faveur de ce dernier. Bien qu'une enquête administrative onusienne et deux enquêtes indépendantes aient été lancées par les États-Unis et la Suède, l'identité des meurtriers des deux experts restent inconnue. En effet, en l'absence de preuves, l'enquête administrative onusienne soutient les déclarations du gouvernement congolais, qui accuse la milice Kamwina Nsapu. Des résultats en contradiction avec les conclusions du rapport du groupe des experts des Nations unies publié le 16 août 2017, qui pointe une responsabilité probable de membres des services de sécurité congolais⁵⁰. Aussi, le 18 août, la France, la Suède, le Japon et les États-Unis réclament ils auprès du

45. « Massacres au Kasai : Clément Kanku est-il un fusible ? », *La Libre Afrique*, 22 mai 2017 ; « Violences au Kasai : la justice congolaise enquête sur l'implication présumée d'un ex-ministre », *Le Monde*, 24 mai 2017.

46. « Kinshasa rejette l'aide de l'ONU dans les enquêtes sur des massacres présumés au Kasai », *Voice of Africa*, 2 mars 2017.

47. « RDC : 3 000 morts au Kasai, l'ONU accuse les autorités d'armer une milice », *AFP*, 20 juin 2017.

48. Entretiens avec des membres de la communauté humanitaire, Goma, 20 juin 2017.

49. « RDC : pas d'enquête internationale, mais des experts onusiens envoyés au Kasai », *RFI*, 22 juin 2017.

50. « Lettre datée du 8 août 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo dont le mandat a été reconduit par la résolution 2293 (2016) », Conseil de sécurité, *S/2017/672/Rev.1*, 16 août 2017, p. 36, para. 171.

Secrétaire général des Nations unies d'ordonner une enquête internationale indépendante⁵¹.

Malgré l'assassinat des deux experts, les violences contre les civils et les preuves qui s'accumulent sur l'implication des autorités dans cette violence, l'ONU qui est dans un état de division extrême⁵², apparaît impuissante, frôlant parfois même une complaisance coupable. Ainsi, le 25 mai 2017, le Délégué du représentant spécial du Secrétaire général, annonçait le soutien de la mission onusienne au processus d'enrôlement des électeurs dans les Kasai⁵³. Puis, lors de sa visite à Kananga, le 28 mai 2017, à la veille d'une visite du président Kabila⁵⁴, il déclara « que la MONUSCO aimerait accompagner le gouvernement pour trouver une solution au phénomène des milices. Il estime que les initiatives déjà prises par le gouverneur du Kasai, Marc Manyanga, sont pertinentes⁵⁵ ». Quelques jours plus tard, le *cluster* sécurité alimentaire des Nations unies publiait un rapport faisant état de 1,2 million de personnes dans le besoin et de 1,09 million de personnes forcées à se déplacer pour fuir les exactions des militaires ainsi que l'augmentation de plus de 100 % des prix des denrées alimentaires de base⁵⁶.

51. M. Bourreau, « Experts de l'ONU tués en RDC : faute de preuves, l'enquête piétine », *Monde*, 18 août 2017.

52. Lors des deux jours de discussion à Genève, les Africains et les Occidentaux ont pris des positions complètement divergentes sur l'idée d'une commission d'enquête internationale.

53. « Enrôlement dans l'espace Kasaien, La Monusco disposée à apporter un appui sécuritaire », *Le Forum des As*, 27 avril 2017.

54. « RDC : Joseph Kabila en visite « de réconfort » au Kasai après huit mois de violences », *Le Monde*, 31 mai 2017.

55. « Le grand Kasai commence à récolter les dividendes de la sécurité », Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC, 30 mai 2017.

56. « La sécurité alimentaire menacée dans la zone des Kasai », Nations unies, Cluster sécurité alimentaire, 2 mai 2017.

Comprendre l'enjeu kasaïen

« La solution au Kasaï est politique » n'a eu de cesse de répéter le Représentant spécial du Secrétaire général pour la MONUSCO, Maman Sidikou⁵⁷. Malgré son caractère « passe-partout », cette formule a l'intérêt de rappeler que, si les Kasaï sont des provinces oubliées et lointaines, elles n'en sont pas moins importantes dans le système de pouvoir congolais. Les Kasaï constituent un enjeu à la fois politique et économique.

En effet, les Kasaï et ses ressources minières sont aussi l'autre « Congo utile⁵⁸ », celui qui produit des centaines de millions de dollars de diamants dans la plus grande opacité depuis des décennies. Ces provinces sont au centre de l'économie très discrète et très rentable du diamant congolais, l'autre zone diamantifère autour de Kisangani ayant une production bien moindre⁵⁹. Les Kasaï font partie du même ensemble géologique que celui des provinces du nord de l'Angola qui sont aussi riches en diamants. Mbuji Mayi au Kasaï oriental est l'ancien site minier où une production industrielle de diamants avait commencé par la société d'État MIBA tandis que Tshikapa au Kasaï a toujours été une zone minière artisanale où opéraient les acheteurs libanais, indiens, israéliens, etc. Bien que les projets de relance de la production industrielle de la MIBA aient tous échoué depuis 2006, les Kasaï sont restés la première zone de production de diamants en RDC, cette production s'effectuant de manière artisanale⁶⁰. De plus, l'un des grands projets énergétiques du régime est situé au Kasaï. La gare ferroviaire de Tshimbulu est le point de livraison des équipements nécessaires à la construction du barrage de Katende⁶¹. Lancée en 2011 par le président Kabila, la construction du barrage de Katende est un important contrat de 280 millions de dollars entre l'Inde et la RDC⁶². Il fait partie des

57. « RDC : la MONUSCO déplore l'escalade de la violence dans les provinces du Kasaï », Centre d'actualité des Nations unies, 5 avril 2017.

58. Le premier « Congo utile » étant la province cuprifère du Katanga.

59. Sur l'histoire de l'exploitation des mines de diamants au Kasaï, lire O. de Bruyn, *Histoire de diamants, la société minière du Bécéka*, Bruxelles, Éditions Racine, 2006 ; L. Monnier, B. Jewsiewicki et G. de Villers, *Chasse au diamant au Congo/Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 2003.

60. En 2015, la RDC a produit des diamants pour une valeur de 132 539 972,19 dollars et exporté des diamants pour une valeur de 230 717 580,93 dollars selon le processus de Kimberley. Pour plus de détails voir : www.kimberleyprocess.com

61. « Kananga : déchargement à Tshimbulu d'un lot de matériel de construction du barrage de Katende », *mediacongo.net*, 22 novembre 2014.

62. « 280 millions USD pour la construction de la centrale hydroélectrique de Katende », *Radio Okapi*, 12 juillet 2011.

projets visant à réduire le déficit énergétique du pays qui pèse sur le secteur minier et le contraint à importer de l'électricité de Zambie et bientôt d'Afrique du Sud⁶³.

Par ailleurs, la dimension ethnico-politique des affrontements dans les provinces du Kasai ne doit pas être occultée. Ces affrontements mettent en lumière les conséquences déstabilisatrices du redécoupage des provinces dans un pays où le pouvoir local est d'abord conçu en termes d'ethnicité et d'autochtonie. Tshimbulu, l'épicentre de la crise, est acquis à l'UDPS. Mais ce positionnement politique au niveau national est moins important que les relations de pouvoir locales qui se définissent en termes ethniques. D'une part, Jean Prince Mpandi n'a jamais revendiqué d'attaches avec le premier parti d'opposition en RDC et les violences des miliciens de Kamwina Nsapu auraient dû diminuer après la cooptation de certaines élites kasaiennes par le président Kabila (nomination de Sami Badibanga, un proche de la famille Tshisekedi et ancien de l'UDPS, comme Premier ministre le 16 novembre 2016 ; nomination de Clément Kanku dans le gouvernement Badibanga ; nomination comme Premier ministre dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de la Saint Sylvestre de Bruno Tshibala, ex-porte-parole de l'UDPS, lui aussi originaire des Kasai et proche de la famille Tshisekedi). La révolte de Kamwina Nsapu n'exprime pas la frustration des Kasaiens face à leur marginalisation dans le système de pouvoir national. Alors qu'elle se retrouvait dans l'UDPS à une époque lointaine, cette élite est maintenant très fragmentée politiquement. Déconnectée d'une élite kasaienne qui est tout sauf unie, la révolte de Kamwina Nsapu exprime en fait la frustration des Luba face à leur marginalisation récente au niveau provincial.

Le printemps 2017 marque une nette ethnicisation du conflit. En avril 2017, des miliciens des ethnies Pende et Tshokwe ont incendié des habitations des Luba dans plusieurs villages de la province du Kasai⁶⁴. Bien que les Luba soit l'ethnie dominante dans le Grand Kasai, qui regroupe les provinces du Kasai, du Kasai central et du Kasai oriental, elle est minoritaire dans la province du Kasai où ce sont les Pende et Tshokwe qui sont prépondérants dans l'administration provinciale. La rébellion Kamwina Nsapu, majoritairement Luba, remet directement en cause cette position de domination acquise à la faveur du récent redécoupage des

63. « RDC : les entreprises minières envisagent d'importer l'électricité de l'Afrique du Sud », *Radio Okapi*, 13 avril 2017.

64. « Kasai : les Tshokwes et les Pendes accusés d'incendier les maisons des Lubas », *Radio Okapi*, 14 avril 2017.

provinces en 2015⁶⁵. Cette opération de géopolitique intérieure a scindé la province du Kasai occidental en deux, créant le Kasai central et le Kasai, tandis que le Kasai oriental sous la coupe du parti de Joseph Kabila grâce à son gouverneur, Alphonse Ngoy Kasanji, reste unitaire. Le redécoupage du Kasai occidental a permis de réduire l'influence des Luba dans les administrations et aux Tshokwe et Pende d'accéder au pouvoir au niveau provincial. La nomination de Jacques Kabeya Ntumba Mupala, nouveau Kamwina Nsapu, par le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur⁶⁶ le 16 avril 2017, n'a pas freiné la rébellion⁶⁷. C'est d'ailleurs à la suite de cette nomination que le conflit s'ethnicise. En effet, par ce geste d'apaisement, le gouvernement a mis en danger les privilèges Tshokwe et Pende récemment acquis. Si l'opposition au gouvernement central de Jean Prince Mpandi a, dès 2015, mobilisé l'attention des services de renseignements congolais, ce n'est pas à cause de sa capacité de nuisance ou de mobilisation internationale mais en raison de sa volonté de remettre en cause les équilibres du pouvoir local et provincial. L'extrême sensibilité politique du redécoupage des provinces apparaît à travers cette flambée insurrectionnelle dans les Kasai où la confrontation interethnique s'étend et est source d'une grande violence⁶⁸.

65. Prévue par la constitution de 2006, la décentralisation et le découpage de la RDC en 26 provinces a été mis en œuvre en juin-juillet 2015. La province du Katanga fut la première province où la décentralisation a été mise en œuvre. Ce découpage en 26 provinces a suscité de nombreux mécontentements car nombre des nouvelles provinces ne sont économiquement pas viables. De même, bien que le découpage en 26 provinces a été décrété, le gouvernement congolais n'a pas les moyens financiers d'installer les nouvelles institutions provinciales.

66. « Kasai Central : Jacques Kabeya Ntumba Mupala, désigné successeur du chef Kamuina Nsapu », *Radio Okapi*, 16 avril 2017.

67. M.-F. Cros, « Les troubles s'étendent au Kasai », *La Libre Belgique*, 18 avril 2017.

68. « RDC : les déplacés du Kasai racontent une violence incompréhensible », *AFP*, 15 juin 2015 ; « Kasai oriental : une soixantaine d'habitations incendiées par des miliciens », *Radio Okapi*, 26 juin 2016.

Conclusion

Par bien des aspects, la gestion de la crise des Kasai par le gouvernement congolais rappelle celle de la première guerre du Shaba de 1977 par Mobutu⁶⁹. À l'époque, le gouvernement zaïrois avait mis en œuvre une politique de représailles contre les populations civiles qui s'était accompagnée d'une censure médiatique. Les opérations de reconquête et de pacification par les troupes zaïroises et leurs alliés avaient alors provoqué des déplacements massifs de population et une crise économique dans l'ensemble du pays. Ce bégaiement de l'Histoire est sans doute ce qui frappe le plus dans cette crise des Kasai. En effet, les racines et la forme des milices Kamwina Nsapu – dont le fonctionnement et le comportement s'apparentent aux Mayi-Mayi Simba et qui puisent aussi leur légitimité dans un mécontentement populaire contre l'État –, la réponse de l'État et la complaisance internationale donnent une impression de déjà-vu.

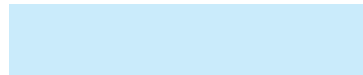
La crise des Kasai révèle deux leçons principales. La première est la marginalisation complète des Nations unies. Les divisions au sein de l'ONU bloquent maintenant totalement son action en RDC au point de faire de la MONUSCO un acteur marginal, sans influence politique et traité par le pouvoir congolais avec mépris. La seconde leçon est la détermination des gouvernants congolais et plus particulièrement du premier cercle de Joseph Kabila, à se maintenir au pouvoir en instrumentalisant l'insécurité. Le régime Kabila, qui est composé d'hommes ayant vécu dans le contexte économique-sécuritaire extrêmement dégradé de la fin du régime Mobutu, use de la violence de manière stratégique et sait parfaitement manœuvrer dans la tempête. Cependant, à l'instar de Mobutu, cette stratégie d'instrumentalisation de l'insécurité⁷⁰ peut se retourner contre le régime. Si elle dure, la révolte de Kamwina Nsapu va générer une crise humanitaire et une crise sécuritaire qui vont s'auto-alimenter sur fond d'affrontements interethniques. Ce d'autant plus que depuis août 2017, cette crise déborde

69. Le 8 mars 1977, 2000 anciens gendarmes du Katanga, les Tigres du Katanga, regroupés au sein du Front national de libération du Congo et soutenu par l'Angola, envahissent la province du Shaba (l'actuelle province du Haut-Katanga). Afin de faire face à cette invasion, le gouvernement zaïrois fait appel à une aide militaire du Maroc et conduit une politique de représailles contre les populations qui provoquent un exode massif et une crise politique et économique majeure qui frappe l'ensemble du pays.

70. Sur ce concept, lire P. Chabal et J.-P. Daloz *L'Afrique est partie, du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999.

sur la province adjacente du Kwilu, économiquement très fragile⁷¹. Un processus de « kivuisation » des Kasai n'est pas à exclure si l'Angola accepte de jouer le rôle de base-arrière pour les opposants kasaiens.

71. « Urgence complexe dans la région du Kasai, R.D. Congo Rapport de situation No.12 », Bureau de coordination des affaires humanitaires, 25 août 2017.



ifri

institut français
des relations
internationales